

«With method and determination, we have resisted the temptation of ready-made solutions and short cuts. We have chosen the path of true democracy, by using the institutions of the Republic that have been freely chosen by the sovereign people.»

Paul BIYA



CAMEROON TRIBUNE

LE QUOTIDIEN NATIONAL BILINGUE - THE NATIONAL BILINGUAL DAILY

23^e année - 23rd Year
N° 6188- N° 2477

Vendredi - Friday
20 Sept. 1996

200 F.CFA

Rédaction/Headquarters
Tél. : 30.36.89

Adm./Abonnements/Subscription
Tél. : 30.26.40 - Fax : 30.43.62
B.P./P.O. Box 1218 YAOUNDE

Peter Mafany Musonge Prime Minister

See P. 2



Le gouvernement réaménagé

Décret n°96/203 du 19 septembre 1996 portant réaménagement du gouvernement.

Le président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°92/245 du 26 novembre 1992 portant organisation du gouvernement, modifié et complété par le décret n°94/139 du 21 juillet 1994 portant organisation du gouvernement ;

Vu le décret n°94/141 du 21 juillet 1994 portant réaménagement du gouvernement ;

Décète :

Article premier : Sont, pour compter de la date de signature du présent décret, nommés aux postes ministériels ci-après :

Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances : M. Edouard Akame Mfoumou

Ministre de la Justice Garde des Sceaux : M. Esso Laurent

Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense : M. Menye me Mve Philippe

Ministre de la Santé Publique : M. Edzoa Titus

Ministre des Transports : M. Tsanga Abanda Joseph

Ministre du Développement industriel et commercial : M. Ndiro Justin

Ministre Délégué au Contrôle supérieur de l'Etat : M. Owona Joseph

Ministre de l'Environnement et des Forêts : M. Mbende Joseph

Ministre de la Recherche scientifique, et technique : M. Bava Djingoer

Ministre de la Jeunesse et Sports : M. Makon Samuel

Ministre Délégué à l'Economie et aux Finances : M. Gankou Jean-Marie

Ministres chargés de Mission : M. Baba Amadou

Secrétaire d'Etat à la Santé publique : M. Hayatou Alim

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Urbanisme et de

l'Habitat chargé des domaines : M. Njami Nwandi Simon

Art. 2 : Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par les textes en vigueur.

Art. 3 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4 : Le présent décret sera enregistré, puis publié suivant la procédure d'urgence et inséré au Journal officiel en français et en anglais.

Le Président de la République
Paul BIYA

Lire PP. 2, 3 et 4 les autres textes du chef de l'Etat ainsi que la liste du gouvernement réaménagé.

Présidence de la République Secrétariat général

Décret n°96/204 du 19 septembre 1996 portant nomination d'un secrétaire général et d'un secrétaire général adjoint à la présidence de la République

Le président de la République,

Vu la Constitution,
Vu le décret n°92/070 du 09 avril 1992 portant réorganisation de la présidence de la République, modifié et complété par les décrets n°92/246 du 26 novembre 1992 et n°95/147 du 04 août 1995,

Décète :

Article premier : Sont, pour compter de la date de signature du présent décret, nommés aux postes ci-après au secrétariat général de la présidence de la République

Secrétaire général de la Présidence de la République : M. Amadou Ali

Secrétaire général adjoint de la présidence de la République : M. Inoni Ephraïm

Art. 2 : Les intéressés auront droit aux



Amadou Ali, secrétaire général de la Présidence de la République

avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3 : Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence,



Inoni Ephraïm, secrétaire général-adjoint de la Présidence de la République

puis inséré au Journal officiel en français et en anglais.

Le président de la République
Paul BIYA

Cabinet civil

Décret n°96/205 du 19 septembre 1996 portant nomination du Directeur et du Directeur adjoint du Cabinet civil de la présidence de la République.

Le président de la République,

Vu la Constitution,
Vu le décret n°92/070 du 09 Avril 1992 portant réorganisation de la présidence de la République, modifié et complété par les décrets n°92/246 du 26 novembre 1992 et n°95/147 du 04 août 1995,

décète :

Article premier : Sont, pour compter de la date de signature du présent décret, nommés aux postes ci-après au Cabinet civil de la présidence de la République :

Directeur du Cabinet civil : M. Belinga Ebotou Martin

Directeur adjoint du Cabinet civil : M. Zanga Antoine

Art. 2 : Les intéressés auront droit aux



Martin Belinga Ebotou, directeur du Cabinet civil

avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3 : Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence,



Antoine Zanga, directeur-adjoint du Cabinet civil

et en anglais.

Le Président de la République
Paul BIYA

S.G., service du PM

Décret n°96.206 du 19 septembre 1996 portant nomination du secrétaire général des services du Premier ministre

Le président de la République,

Vu la Constitution,
Vu le décret n°92/245 du 26 novembre 1992 portant organisation du gouvernement, modifié et complété par le décret n°94/139 du 21 juillet portant organisation du gouvernement,
Vu le décret n°94/141 du 21 Juillet 1994 portant réaménagement du gouvernement,
Vu le décret n°92/089 du 4 mai 1992 portant réorganisation des services du Premier ministre,

décète :

Article premier : Est, pour compter de la date de signature du présent décret nommé :

Secrétaire général des services du Premier ministre : M. Abogo Nkono Louis-Marie

Art. 2 : L'intéressé aura droit aux avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3 : Le présent décret sera enregistré publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal officiel en français et en anglais.

Le président de la République
Paul BIYA



Abogo Nkono Louis-Marie, secrétaire général des services du Premier Ministre

PM, chef du gouvernement

Décret n°96/202 du 19 septembre 1996 portant nomination d'un Premier ministre chef du gouvernement

Le président de la République,

Vu la Constitution,

Décète

Article premier : Est nommé pour compter de la date de signature du présent décret au poste de Premier ministre M. Mafany Musonge Peter.

Art. 2 : Le présent décret sera enregistré puis publié au Journal officiel en français et en anglais.

Le président de la République
Paul Biya



La biographie du Premier Ministre

Nom : Musonge

Prénoms : Peter Mafany

Adresse : Cameroon Development Corporation, Bota-Limbe

Date et Lieu de naissance : le 3 décembre 1942 à Muca, département du Fako, province du Sud-Ouest

Etat Civil : Marié, père de quatre enfants.

FORMATIONS ET DIPLOMES

1961 : West African School certificate, obtenu à St Joseph's College, SASSE

1967 : "Bachelor of Science In Civil Engineering" du Drexel Institute of Technology, Philadelphia, Pennsylvania, U.S.A.

1968 : "Master of Science in Structural Engineering" du Stanford University, Stanford California, U.S.A.

1976 : diplôme de stage d'études à l'EDI de la Banque Mondiale à Washington sur la préparation, l'évaluation et la gestion des projets routiers.

1981 : Stage sur la gestion d'entreprises à l'Institut des Hautes études commerciales, Paris.

1985 : séminaire sur "le Top management" à l'Institut supérieur de Management Public de Yaoundé, Cameroun.

1989 : Séminaire sur la Réhabilitation des entreprises publiques organisé par la CCCE à Bougival, France.

1991 : Séminaire sur la restructuration des entreprises publiques à Washington.

1995 : Séminaire CEFEB.CFD pour dirigeants d'entreprises.

LANGUES

Anglais : Parle et écrit parfaitement la langue anglaise

Français : Parle et écrit raisonnablement la langue française

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE EN RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Mars 1969 - Novembre 1970 : Travaux publics, ex-cameroun Occidental ;

a) ingénieur chargé du laboratoire, siège

b) Ingénieur en chef Adjoint, Bamenda

Novembre 1970 - Septembre 1972 : Ministère des Transports, direction des routes, service des routes et ponts, Yaoundé

Poste : Ingénieur

Septembre 1972 - Octobre 1973 : Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et des Domaines, direction des routes, Yaoundé.

Poste : Chef de service des ouvrages d'Art.

Octobre 1973 - Mars 1976 : Ministère de l'Équipement et de l'Habitat, direction des routes, Yaoundé.

Poste : Sous-directeur des Travaux

Mars 1976 - Janvier 1980 : Même ministère

Poste : Directeur adjoint des routes.

Janvier 1980 - Avril 1984 : Laboratoire national de génie civil

Poste : Directeur

Avril 1984 - Janvier 1987 : Parc National de matériel de génie civil (MATGENIE)

Poste : Directeur

Janvier 1987 - Août 1988 : Parc National de matériel de génie civil (Matgénie)

Poste : Directeur Général

Août 1988 - A ce jour : Cameroon Development Corporation (C.D.C.) Bota - Limbe

Poste : directeur Général

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

- "Fellow" Cameroon Society of Engineers

- Président ACNA

Honneurs Académiques :

Elu membre de "Chi Epsilon", Fraternité Honoraire Américaine des Ingénieurs du Génie Civil

Elu membre de "Tau Beta Pi", fraternité nationale des ingénieurs Elu membre de "Blue Key", Fraternité Nationale honoraire Cité dans la revue "Who's who" des meilleurs étudiants des universités Américaines.

HONNEURS NATIONAUX

- Officier du Mérite Camerounais 1973

- Chevalier de l'Ordre de la valeur 1985

- Officier de l'ordre de la valeur 1992

- Commandeur de l'Ordre de la valeur 1994

Le gouvernement

Ceux qui arrivent

Baba Amadou, ministre chargé de mission
Hayatou Alim, secrétaire d'Etat à la Santé publique



Laurent Esso, ministre de la Justice garde des Sceaux



Philippe Menye me Bwe, ministre délégué à la présidence chargé de la Défense



Titus Edzoa, ministre de la Santé publique



Joseph Tsanga Abanda, ministre des Transports



Jean Marie Gankou, ministre délégué à l'Economie et aux Finances



Samuel Makou, ministre de la Jeunesse et des Sports

Ceux qui changent de portefeuille



Edouard Akame Mfounou, ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances



Justin Ndioro, ministre de l'économie industrielle et commerciale



Joseph Owona, ministre délégué au contrôle supérieur de l'Etat



Joseph Mbende, ministre de l'Environnement et des Forêts



Bava Djingoer, ministre de la Recherche scientifique et technique



Njoni Nwandi Simon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat chargé des domaines

Le gouvernement après le réaménagement du 19 septembre 1996

The Government As At September 19, 1996

Prime Minister, Head of Government
Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Méfany Musonge Peter

Vice Premier Ministre chargé de l'Administration Territoriale
Vice Prime Minister in charge of Territorial Administration
Andzé Tsoungui Gilbert

Vice Premier Ministre chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat
Vice Prime Minister in charge of Housing and Town Planning
Hamadou Moustapha

Ministre d'Etat chargé des Postes et Télécommunications
Minister of State in charge of Posts and Telecommunications
Dakole Daissala

Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture
Minister of State in charge of Agriculture
Augustin Frédéric Kodock

Minister of State in charge of Communication
Ministre d'Etat chargé de la Communication
Augustin Kontchou Kouomegni

Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances
Minister of State in charge of the Economy and Finance
Edouard Akame Mfoumou

Minister Delegate At The Presidency in charge of Defence

Ministre délégué à la Présidence chargé de la défense
Menye Me Mve Philippe

Minister Delegate in the Ministry of The Economy and Finance in charge of the budget
Ministre délégué à l'Economie et aux Finances chargé du budget
Melingui Roger

Ministre Délégué à l'Economie et aux Finances
Minister Delegate in the Ministry of the Economy and Finance
Gankou Jean Marie

Ministre des Relations Extérieures
Minister of External Relations
Oyono Ferdinand Léopold

Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures
Minister delegate to the Minister of External Relations
Nkwain Francis

Minister of Justice Keeper of the Seals
Ministre de la Justice, Garde des Sceaux
Esso Laurent

Ministre de l'Elevage des Pêches et des Industries animales
Minister of Livestock, Fisheries and Animal Industries
Hamadjoda Adjoudji

Minister Of Higher Education
Ministre de l'Enseignement Supérieur
Agbor Tabi Peter

Ministre de la Santé Publique
Minister Of Public Health
Edzoa Titus

Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale
Minister Of Labour and Social Insurance
Simon Mbila

Ministre du Développement Industriel et Commercial
Minister of trade and Industrial development
Ndiro Justin

Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
Minister of the Public Service and Administrative Reform
Sali Dahirou

Minister of Social and Women's Affairs
Ministre des Affaires Sociales et de la Condition Féminine
Aissatou Yaou

Ministre Délégué chargé des Relations avec les Assemblées
Minister Delegate for Parliamentary Affairs
Maidadi Sadou

Minister of Public Works
Ministre des Travaux publics
Bokam Jean Baptiste

Ministre de la Recherche Scientifique et Technique
Minister for Scientific and Technical Research
Bava Djingoer

Ministre du Tourisme
Minister of Tourism
Souman Pierre

Ministre chargé du Contrôle supérieur de l'Etat
Minister in charge of Supérieur State Control
Owona Joseph

Ministre de l'Environnement et des Forêts
Minister of the Environment and Forest
Mbde Joseph

Minister of Youth and Sports
Ministre de la Jeunesse et des Sports
Makon Samuel

Ministre des Mines, de l'Eau et de l'Energie

Minister of Water Resources, Mines and Power
Bello Mbele André

Minister of National Education
Ministre de l'Education Nationale
Robert Mbella Mbappe

Ministre des Transports
Minister of Transport
Tsanga Abanda Joseph

Minister Of Culture
Ministre de la Culture
Toko Mangan Isaïe Charles

Ministers in charge of special Duties
Ministres chargés de mission :
- **Ebong Ngolle John,**
- **Okoudou Martin Aristide Léopold**
- **Abety Peter**
- **Baba Amadou**

Secretary of State for Agriculture
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
Dawai Rou

Secrétaire d'Etat au Développement industriel et Commercial
Secretary of State for Trade and Industrial Development
Mompea Mbio Edmond

Secretary of State N°1 for National Education
Secrétaire d'Etat n°1 à l'Education Nationale
Yunga Teghen Joseph

Secrétaire d'Etat n°2 à l'Education Nationale
Secretary of State n°2 for National Education
Tokpanou Isabelle

Secretary of State for Health
Secrétaire d'Etat à la Santé Publique
Hayatou Alim

Secrétaire d'Etat aux Transports
Secretary of State for Transports
Pereve Zacharie

Secretary of State for Town Planning and Housing in charge of Lands
Secrétaire d'Etat à l'Urbanisme et à l'Habitat chargé des Domaines
Njami Nwandi Simon

Note de la Rédaction :
The government cast published above does not necessarily respond to the official order of protocol.
Cette présentation ne tient pas compte nécessairement de l'ordre de préférence des membres du gouvernement.

**Ceux
qui
partent**



Douala Moutome.



Issa Tchiroma.



Joseph-Marie Bigoum Wouni.



Pierre Eloundou Mani.

"Redresser notre économie exige des efforts supplémentaires"

● **La situation économique des pays africains est très préoccupante. Entre les solutions préconisées par les bailleurs étrangers (FMI et Banque Mondiale) et celles présentées par les nationaux, il y a souvent des divergences dans les stratégies. Le dernier espoir c'est en réalité la jeunesse souvent présentée comme le fer de lance de nos pays. Sur la situation de notre économie, Mr. Atanga Nji Paul, président exécutif de la Highland Corporation Bank S.A., nous parle des facteurs devant guider une bonne relance économique.**

Question : Vous êtes président exécutif de la Highland Corporation Bank, donc vous êtes en rapport direct avec la situation économique de notre pays. A votre avis, notre situation économique est-elle prometteuse ?

ATANGA NJI Paul : je dirai oui, mais il faut beaucoup de facteurs pour relancer une économie en souffrance comme la notre. Déjà il y a sept ans, le président Biya nous disait que les choses seront difficiles et il fallait retrousser nos manches. Si les Camerounais avaient pris les propos du président au sérieux, on aurait maîtrisé les effets néfastes de la crise sans trop être aphié.

Question : D'après vous les Camerounais ont donc minimisé la portée de la crise économique ?

ATANGA NJI Paul : Les Camerounais n'ont pas pris la situation économique de ce pays au sérieux. Dans un pays en crise, les gens doivent changer de comportement et devenir responsables. Or, au Cameroun nous payons difficilement nos impôts, nous payons difficilement nos marchandises, nous continuons à surfacturer nos prestations à l'Etat, nous bradons les acquis de la nation, bref comment peut-on relancer une économie dans ce contexte ? Le président Biya, conscient de ces

manquements graves dont certains de nos compatriotes sont coupables, disait il y a bientôt deux ans, qu'il ne sera pas complaisant à l'égard des délinquants économiques.

Question : Quel virage faut-il aujourd'hui amorcer pour assurer une bonne relance économique pour notre pays ?

ATANGA NJI Paul : Pour aujourd'hui, seuls d'autres sacrifices sont nécessaires pour relancer la situation économique de notre pays. Le sens de la responsabilité, le réveil de la conscience nationale, le travail acharné mais désintéressé sont les facteurs qui doivent guider l'attitude de ceux qui ont en charge le destin économique de notre pays. Pour relancer notre économie, il ne faut pas de remède magique ; le président Biya nous demande seulement de redresser de nos comportements et de mettre l'intérêt général dans nos intérêts particuliers et souvent égoïstes.

Question : Le Cameroun reste-t-il un pays crédible pouvant bénéficier des concours des bailleurs de fonds ?

ATANGA NJI Paul : Le Cameroun sous la direction du président Paul Biya reste un pays crédible. Les bailleurs de fonds sont de temps en temps réticents à notre égard mais dans l'ensemble, les institu-

tions financières internationales apprécient les efforts de redressement économique mis en place par notre gouvernement. J'ai souvent dit que la lutte contre la crise économique ne doit pas seulement être un mot mais surtout un comportement. Ceci dit, l'aide que nous attendons auprès des pays amis ne doit en aucun cas remplacer les efforts que nous devons consentir quotidiennement. Le redressement de notre économie exige des efforts supplémentaires. Je vous remercie.



COMMUNIQUE

Dans le cadre de sa mission d'assistance aux chargeurs, le Conseil National des Chargeurs du Cameroun informe les opérateurs économiques qu'il organise à Douala, du 26 au 27 septembre 1996, des Journées d'information sur **LE PROGRAMME DE SÉCURISATION DES RECETTES DOUANIÈRES**.

Ces journées d'information visent à donner aux participants les moyens d'apprécier le fondement du programme de sécurisation des recettes douanières et de maîtriser la nouvelle procédure de dédouanement des marchandises.

Les exposés et débats seront animés entre autres par des Inspecteurs de douanes et des responsables de la Société Générale de Surveillance.

Pour renseignements complémentaires et inscriptions, contacter :

Le Centre de Formation du CNCC
BP 1588 Douala
Téléphone : 42 39 94 - 42 13 69
Télécopie : 42 89 01
Télex : 5669 KN

M. Ndanga Ndinga Badel, secrétaire permanent à la Réforme Administrative

«Les effectifs de la Fonction Publique sont passés de 205.000 personnes à environ 161.000»

Dans un entretien exclusif avec C.T., M. Ndanga Ndinga Badel fait le point sur la Réforme de la fonction publique : maîtrise de la masse salariale, réduction des effectifs, accroissement de l'efficacité des services publics...

CAMEROON TRIBUNE : Depuis le lancement des opérations relatives à la réforme de la fonction publique camerounaise, qu'est-ce qui a été fait à ce jour ?
Badel NDANGA NDINGA : Je voudrais d'abord vous remercier pour l'intérêt que vous portez à cette réforme ainsi qu'aux activités du Secrétariat permanent de la réforme administrative qui est l'un des services du ministère de la Fonction publique. Pour répondre à votre question, je commencerais par rappeler que le programme de la réforme de la fonction publique actuelle a été conçu comme l'un des volets de notre PAS et a commencé avec l'étude sur la stratégie générale d'organisation des ministères, étude qui avait formulé des propositions concrètes sur la structure gouvernementale et qui s'est poursuivie par une autre étude dite des plans d'organisation et d'effectifs des ministères. Cette réforme avait deux objectifs essentiels : d'abord la maîtrise de la masse salariale à travers la réduction des effectifs, ensuite l'accroissement de l'efficacité des services publics.

C.T. : Procédons par étape. Qu'est-ce qui a été fait au niveau de la maîtrise de la masse salariale ?

B.N.N. : S'agissant de la maîtrise de la masse salariale, plusieurs mesures ont été prises comme vous le savez. Depuis 1989, il y a eu le gel des effets financiers d'avancement, la réduction des avantages en nature comme en espèce accordés aux fonctionnaires, il y a eu deux baisses de salaire. Toutes ces mesures ont contribué à réduire de manière significative la masse salariale, qui au départ était de l'ordre de 300 milliards par an. L'objectif qui avait été assigné au départ par nos partenaires était d'atteindre une masse salariale inférieure ou égale à 190 milliards par an. Cet objectif comptable est aujourd'hui largement atteint puisque la masse salariale se situe en dessous de 190 milliards de FCFA par an.

C.T. : Que retenir de l'autre objectif qu'il fallait atteindre, à savoir la réduction des effectifs de la fonction publique ?

B.N.N. : S'agissant des effectifs, notre administration a toujours été jugée pléthorique et inefficace. A la suite des travaux d'élaboration des plans d'organisation et d'effectifs des ministères, un certain nombre de personnels ont été défilés. Il y a également eu des départs systématiques à la retraite et ceux à la suite de la mesure de 30 ans. A ce jour les effectifs de la fonction publique se situent à environ 161 000 personnes alors qu'avant cette réforme, notre fonction publique comptait environ 205.000 personnes.

C.T. : On a comme l'impression qu'il y a eu une accélération dans le processus d'allègement des effectifs de la fonction publique. L'opération devait initialement prendre fin le 31 décembre 1996...
B.N.N. : Cette accélération est due aux négociations que le gouvernement a engagées avec nos partenaires, à savoir la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, pour la mise en place de la facilité d'ajustement structurel renforcé (FAR). La signature de la lettre d'intention a été conditionnée par la réalisation d'un certain nombre d'actions, notamment l'accélération de la réforme de la fonction publique.

Comme vous venez de le dire, le calendrier prévoyait au 31 décembre 1996 l'achèvement du programme de réforme de la fonction publique. Mais pour honorer les engagements pris par le gouvernement vis à vis des bailleurs de fonds, le délai initialement prévu pour la fin des travaux a été ramené au 31 octobre 1996. Et, sous la houlette du ministre de la Fonction publique, le travail a été accéléré et je puis vous affirmer aujourd'hui que le calendrier retenu pour le volet réforme de la fonction publique sera respecté, tout au moins en ce qui concerne le secrétariat permanent de la Réforme administrative.

En fait, lorsque le gouvernement a manifesté l'intention de mettre en place un programme de facilité d'ajustement structurel renforcé, il y avait encore 13 ministères à restructurer notamment les ministères de la Recherche scientifique et technique ; des Travaux publics ; de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales ; du Tourisme ; de l'Agriculture ; de l'Environnement et des Forêts ; des Mines, Eau et Énergie ; des Transports ; de la Justice ; de l'Urbanisme ; des Relations extérieures ; de l'Enseignement supérieur ainsi que celui des Postes et des Télécommunications. A ce jour, les études des plans d'organisation et d'effectifs de 11 ministères sont achevées et les projets de textes portant réorganisation de ces ministères ont été soumis à la haute sanction de la hiérarchie.

C.T. : L'autre objectif visé par la réforme de la fonction publique était que notre administration devienne plus efficace. Avez-vous l'impression que cet objectif est en voie d'être atteint ?

B.N.N. : L'efficacité n'est pas de prime abord quantifiable. Mais je dois dire qu'à la suite des études de plans d'organisation d'effectifs des ministères, on a décelé des agents incompétents, des agents qui occupaient des postes de travail dont ils n'avaient pas le profil. On s'est rendu compte qu'il y avait des effectifs pléthoriques dans certaines administrations. On a découvert des dys-

fonctionnements profonds à l'intérieur d'un même ministère, parfois des dysfonctionnements sur deux ou trois ministères. Aujourd'hui, nous pouvons dire que le travail qui a été fait a permis de limiter ces dysfonctionnements mais seule, l'évaluation de notre programme de réforme nous permettra de mesurer les efforts accomplis.

C.T. : Cette vaste opération de réforme de la fonction publique et notamment le programme d'allègement des effectifs nécessite un financement important. Les moyens financiers sont-ils disponibles pour aller jusqu'au bout ?

B.N.N. : En ce qui concerne les problèmes de financement, ils seront toujours posés. Et quand bien même on trouverait des solutions, elles ne seraient jamais totalement satisfai-

recyclage, il faut former d'autres conseillers en organisation. La deuxième série de difficultés est constituée par l'insuffisance des moyens matériels et financiers. Les services du secrétariat permanent à la réforme administrative constituent des services publics. Ils sont donc soumis aux mêmes difficultés que rencontrent les autres services publics en ce qui concerne les moyens de réalisation de leurs travaux. Les moyens de l'Etat ont aujourd'hui diminué de manière drastique, ce qui a affecté tous les services publics. Néanmoins, nous reconnaissons que les efforts particuliers qui sont fait en direction de nos services nous ont permis d'effectuer le travail qui nous a été confié. Par ailleurs il y a lieu de relever ici l'appui logistique et technique

publique reste considéré comme un des volets du PAS et comme tel son exécution se fait conformément aux engagements pris dans le cadre de ce PAS. Donc nous gagnerions à faire de la réforme administrative une activité permanente.

C.T. : Après l'administration centrale, est-ce que vous comptez attaquer au secteur parapublic ?

B.N.N. : Après la phase actuelle, nous allons d'abord procéder à l'évaluation de ce qui a été fait et selon les directives de la hiérarchie, il est également question d'attaquer le secteur parapublic. En tous cas partout où l'Etat a ses intérêts, il est tout à fait normal qu'il puisse veiller au fonctionnement de ces structures, tout comme aujourd'hui, l'Etat veille au contrôle de leur gestion. Le contrôle ne signifie pas seulement la sanction, le contrôle peut appeler à la réforme. Le contrôle et la réforme sont deux notions liées.

C.T. : N'est-ce pas finalement une opération très délicate d'avoir à se prononcer sur le départ de certains de nos compatriotes de l'administration centrale ?

B.N.N. : C'est une opération très délicate. Mais la partie la plus délicate c'était la prise de décisions. C'est pour ça qu'il faut saluer le gouvernement qui a eu le courage de prendre ces mesures qui ne sont pas faciles. On a vu ce que ces mesures ont provoqué dans certains pays. Mais en même temps, il faut saluer le comportement de nos compatriotes qui ont accepté avec tout le patriotisme possible ces mesures et dont les fruits seront certainement perçus à l'avenir.

C.T. : Parallèlement à ce volet des réformes qui s'inscrivent dans le cadre du PAS, selon nos informations, il semblerait que votre administration se penche également sur le programme national de gouvernance. De quoi s'agit-il concrètement ?

B.N.N. : Le programme national de gouvernance a déjà fait l'objet d'une intervention du ministre de la Fonction publique. Et je voudrais effectivement reconfrimer qu'à l'heure actuelle, un programme national de gouvernance est en train d'être élaboré au sein du ministère de la Fonction publique. Par programme national de gouvernance, il faut entendre la réforme globale du système. Et à présent 7 à 9 secteurs ont déjà été identifiés comme volets de ce programme national de gouvernance. Il y a le renforcement du système judiciaire ; l'administration publique ; la gestion économique, financière et sociale ; la décentralisation ; la participation des populations au programme de développement de notre pays etc. En tout cas, je voudrais vous dire que la gouvernance fait l'objet de la préoccupation du gouvernement puisque c'est avec son feu vert que ce programme est actuellement en gestation.

Entretien mené par
BANTJENG ba NKEN



M. Badel Ndanga Ndinga

santes. Toutefois, en ce qui concerne particulièrement le programme d'allègement des effectifs, le gouvernement et les bailleurs de fonds ont mis en place des mécanismes de financement appropriés qui ont permis jusqu'à présent de mener à bien les opérations d'allègement des effectifs. Je suis convaincu qu'au fur et à mesure que le programme va s'exécuter, le gouvernement et nos principaux bailleurs de fonds trouveront des moyens pour faire exécuter cette opération d'allègement des effectifs qui contribuera à rendre moins pléthorique et plus performante notre administration.

C.T. : Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites face dans cette vaste entreprise ?

B.N.N. : Cette vaste entreprise ne va pas sans difficultés. Je voudrais relever certaines qui sont ressenties au niveau des services de la réforme administrative. La première est d'abord constituée par l'insuffisance des cadres qualifiés pour mener cette réforme. En effet, nous travaillons avec une équipe de conseillers en organisation qui ont été formés en 1988. Déjà ils sont en nombre insuffisant - moins d'une vingtaine - et aujourd'hui ils méritent d'être recyclés. En plus de ce

apporté par le PNUD ou SPRA dans le cadre du programme de renforcement de la capacité de gestion de la fonction publique (PRCG) ainsi que l'appui financier apporté par la Banque mondiale dans le cadre de la restructuration des ministères du secteur rural (MINAGRI, MINREST, MINEP, MINPIA et MINMEE). L'autre difficulté est d'ordre institutionnel. En effet, le secrétariat permanent de la réforme administrative, constitue un des services du ministère de la Fonction publique qui, en tout état de cause demeure un département sectoriel.

Il n'est donc pas facile pour le MINFOPRA en général et le SPRA en particulier de s'imposer aux autres administrations qui considèrent par ailleurs que la réforme de leur structure est d'abord une affaire qui relève d'elles. L'accueil qui est réservé aux équipes des conseillers en organisation n'est pas toujours agréable. Mais cette difficulté peut être surmontée par le rattachement des services de la réforme administrative au secrétariat général de la Présidence de la République comme ce fut le cas avant la réorganisation du gouvernement du 16 mai 1988. Enfin il convient de relever que notre programme de réforme de la fonction

M. Jacques Toubon au Palais de l'Unité

Yaoundé, futur siège du secrétariat permanent de l'OHADA

● Le président de la République a reçu hier en audience le ministre français de la Justice, Garde des Sceaux, M. Jacques Toubon qui effectuait une visite de travail au Cameroun.

Arrivé à Yaoundé le 18 septembre dernier à la tête d'une importante délégation, M. Jacques Toubon s'est entretenu hier au Palais de l'Unité avec le Président Biya une quarantaine de minutes. A sa sortie d'audience, le ministre français de la Justice a déclaré que l'entretien qu'il venait d'avoir avec le Chef de l'Etat camerounais témoigne de l'importance des relations d'amitié et de coopération entre la France et le Cameroun, entre les Présidents Biya et Chirac. Mais il s'agissait aussi pour la France de manifester une fois encore son soutien au Cameroun sur des dossiers essentiels : développement économique, investissement, amélioration des conditions de sécurité de développement des entreprises etc.

Mais le rôle du président Biya comme président en exercice de l'OUA et sa prochaine participation à l'Assemblée générale des Nations Unies où il devra parler au nom de toute l'Afrique figuraient également au menu de l'entretien entre les deux hommes. Le Garde des Sceaux français qui avait été reçu auparavant par son homologue



Tête-à-tête entre le chef de l'Etat et le ministre français de la Justice.

camerounais Me Douala Moutome a révélé que le Cameroun avait été choisi pour abriter le Secrétariat Permanent de l'Organisation du Traité pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique. On

se souvient que M. Toubon avait déclaré dès son arrivée au Cameroun qu'il entendait s'entretenir avec les autorités camerounaises de l'état d'avancement du Traité pour l'Harmonisation du

Droit des Affaires en Afrique et de l'organisation qui en découle (OHADA). Les pays africains membres de la zone franc ont entrepris depuis 1991 avec l'appui de la France, un projet d'harmonisation

de leurs législations visant à sécuriser les investissements et à assurer un règlement efficace des litiges nés à l'occasion de l'application des actes commerciaux. Les pays africains ont en fait compris que la relance des économies africaines passe par une reprise de l'investissement privé qui nécessite lui-même le développement d'un environnement juridique et judiciaire sûrs.

M. Toubon a par ailleurs déclaré hier que le Président Biya avait conscience des enjeux dans ce domaine. Interrogé sur l'éventualité d'une prochaine visite du Président Jacques Chirac en France, le ministre français, tout en relevant qu'il n'a pas directement en charge l'agenda du Chef de l'Etat français a souligné qu'il est persuadé que M. Chirac y pense, au regard des relations entre les deux pays et entre les deux hommes. M. Toubon qui a quitté Yaoundé hier dans la soirée a donné une conférence de presse à l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen.

Lucie MBOTO FOUA

COMMUNIQUE

La Société CAMEROUN MOTORS INDUSTRIES «CAMI» informe son aimable clientèle et tous ses fournisseurs que M. ELAME DOOH Ebénézer, précédemment Chef de Comptoir aux Pièces détachées, ne fait plus partie de son personnel.

Elle décline par conséquent sa responsabilité pour tout acte que M. ELAME DOOH Ebénézer pourrait poser.

La Direction

OFFRE D'EMPLOI

Recherchons comptable (H/F) dynamique pour un emploi dans un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable à Douala. Vos atouts:

- Expérience dans un Cabinet d'Expertise Comptable
- Bonnes connaissances en fiscalité et audit.

Bien vouloir faire parvenir Curriculum Vitae et prétentions à :

CB M - Ressources Humaines
BP 4280 Douala

SOCIÉTÉ

Services publics marchands de l'eau potable

Privatisation irréversible

Au cours d'une concertation mardi à Yaoundé, le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé qu'un appel d'offres sera lancé avant la fin de l'année, dans le but de sélectionner les partenaires privés camerounais et étrangers avec lesquels l'Etat compte bâtir l'avenir dans ce domaine.

tionner les partenaires privés camerounais et étrangers avec lesquels l'Etat compte bâtir l'avenir dans ce domaine.

VOCALIA

| | | | |
|----------------|-----------|-----------|-----------|
| DOUALA | 43 | 12 | 12 |
| YAOUNDE | 22 | 22 | 22 |

**MY BANK ACCOUNT ON THE PHONE
ROUND THE CLOCK AND 7 DAYS A WEEK**



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN



Because your time is money, here is VOCALIA.

Thanks to VOCALIA, with a simple digital telephone, wherever you are, round the clock and seven days a week,



you can :

- consult your bank account in all confidentiality, to check your balance and last operations;



- get the exchange rate of the main currencies;

- and get information on SGBC's services and products.

See you soon on VOCALIA.

SGBC. My bank on the phone.

Mirille est lycéenne. Tous les matins, avant de partir pour l'école, elle assume son rôle de porteur d'eau, de la maison au puits situé dans un marécage du quartier. Le fût à remplir peut contenir 100 litres, ce qui constitue pour la jeune fille, une corvée de près de trois heures d'horloge. Parfois, lorsque le propriétaire du point de ravitaillement ne lève pas assez tôt la grille d'entrée, Mirille se retrouve entre le marteau et l'enclume, avec au sommet les parents qui l'accusent de n'avoir pas respecté le premier chant du coq, et à la base, le surveillant général prompt à punir les retardataires.

Les ennuis de Mirille sont un pan des difficultés qu'éprouvent les Camerounais de la ville et de la campagne au plan de l'approvisionnement en eau potable. C'est aussi une preuve qu'assurer cette denrée à l'ensemble de la population n'est pas une oeuvre aisée. La clé du problème se situe sans conteste au cœur de la réforme institutionnelle du secteur de l'eau potable qui a nécessité hier au Sofitel Mont-Fébé, l'organisation d'un séminaire axé sur la privatisation de l'exploitation des services publics de l'eau. Cette réforme, préconisée en juin 1995 par le président de la République dans un message à la nation, va bientôt connaître une accélération.

Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Justin Ndiro a en effet indiqué lors de la séance inaugurale qu'avant la fin de cette semaine, le gouvernement choisira la stratégie qui lui paraît la meilleure pour permettre à notre pays de relever les défis de l'avenir, en conformité avec l'option présidentielle d'associer le désormais le secteur privé à la gestion de l'eau potable. Le choix du gouvernement à son tour permettra de préparer un dossier d'appel d'offres, qui sera mis en circulation avant la fin de l'année en cours, en vue de sélectionner les partenaires privés camerounais et étrangers avec lesquels l'Etat compte travailler. Selon les prévisions du ministre de l'Economie et des Finances, "le nouveau visage du secteur de l'eau potable au Cameroun devrait en tout état de cause être connu et devenir pleinement opérationnel avant la fin de l'exercice. C'est-à-dire avant la fin du mois de juin 1997.

ACTIONNARIAT

Depuis l'instruction du président de la République, un comité d'experts nationaux a été mis en place au sein de la mission de réhabilitation des entreprises publiques et para-publiques pour aider le gouvernement à conduire la réforme. La Caisse française de développement, partenaire traditionnelle du Cameroun dans le domaine de l'eau potable, devait immédiatement appuyer le comité de réflexion, donnant ainsi à cette structure les moyens de commander un diagnostic opérationnel auprès d'un groupe franco-africain de consultants où l'on retrouve François Vergers, directeur général d'ingénieurs conseils et économistes associés, Benoît Atangana Onana, Mohamed Fouad Djerrari, Raymond Nzali, etc.

En juillet dernier, un premier rapport provisoire a été

Le projet de réforme présenté mardi par les cabinets consultants ICE/ACE portait sur trois thèmes à savoir : les tendances d'évolution de la gestion de l'eau potable dans le monde et en Afrique ; la situation actuelle et les problèmes de l'eau potable au Cameroun ; les scénarii de réformes envisageables au Cameroun.

Ce séminaire avait pour objectif : d'informer un noyau de responsables sur l'ensemble du processus de préparation et de mise en oeuvre de la réforme institutionnelle dans le domaine de l'eau potable, de susciter les réactions des participants et un échange de vues amenant une meilleure compréhension, de fournir enfin aux consultants un complément d'informations en phase avec le maître d'ouvrage de l'étude.

Sur le plan réglementaire et institutionnel, les consultants ont fait le constat suivant :

le contexte réglementaire et institutionnel actuel ne constitue pas un obstacle à une réforme institutionnelle rapide au niveau de la SNEC (Société responsable de la gestion de l'eau potable en milieu urbain camerounais ; il est possible de changer la structure de l'actionnariat de la SNEC ou de créer des filiales ; il faut revenir à la lettre des conventions en assurant la cohérence des responsabilités d'investissement et d'exploitation ; il ne faut pas laisser planer d'incertitudes juridiques quant aux rede-

SOCIETY

Nine Yaounde High School Students on Exchange Programme in U.S.



M. Justin Ndiro

projet par ces experts. La concertation d'hier était donc l'occasion de mûrir la réflexion. A la lumière des insuffisances relevées par le groupement d'experts. Ce diagnostic relève notamment que: malgré la lettre, les conventions de concessions de la Société nationale des eaux du Cameroun (SNEC) ont fonctionné comme des affirmages; le chiffre d'affaires est insuffisant (14,3 milliards de FCFA en 1994/95, contre 28,0 pour la société de Côte d'Ivoire). La production du personnel est faible, et le passage aux bornes-fontaines payantes a été mal compris et testé.

Bien que la SNEC ait fait de gros efforts ces dernières années pour améliorer sa gestion, le groupement d'experts estime cependant qu'il existe un "cercle vicieux" qui comprend la baisse des recettes, la baisse des moyens d'entretien et d'extension des réseaux, la baisse de l'offre et de la qualité de service. Les experts proposent par conséquent un schéma de réforme qui, tout en insistant sur un désengagement financier de l'Etat, recommande l'amélioration de la productivité, la délégation de gestion à un opérateur privé, la décentralisation ou la centralisation. Une structure d'actionnariat fait également partie des propositions. Cette structure suggère par exemple que 25 à 34% des parts reviennent à l'Etat et aux municipalités, 51% à l'opérateur ou à un groupe d'opérateurs privés, 10 à 19% aux investisseurs financiers et 5% au personnel.

L.A.N.

Nine Students from Lycée Bilingue de Yaounde and a chaperon will leave Cameroon on Wednesday, September 25 1996 for a month's visit to Richland Country School District One, Columbia, South Carolina in the United States of America.

This visit is based on a student exchange programme mutually created in 1995 by the two school systems. The exchange programme was, on May 9, 1996 consolidated by an Exchange Accord on School to school Partnership signed by the Ministry of National Education and Richland Country School District One. The objectives of the partnership aim at providing better understanding between Richland one and Lycée Bilingue de Yaounde by bringing personnel and students from school systems in direct contact with schools located abroad, by providing an opportunity for educators from Lycée Bilingue de Yaounde and Richland One to observe the host schools in action and thereby broaden their knowledge and experience; and by giving an opportunity to educators and school children from both countries to have contact with knowledgeable educators from foreign countries.

It also aims at exchanging new educational ideas, materials and methods and provide consultant services to Lycée Bilingue de Yaounde through the chaperon who accompanies Lycée Bilingue de Yaounde Students.

Other advantages include the promotion of rich inter-cultural experiences through close contact with students and teachers of the host countries, advice and information on advanced study opportunities in South Carolina and Cameroon as well as initiate Pen pal relationships (students, teachers, administrators, board members and secretaries).

Present at the signing of the agreement were Mr. Njoya Jean Paul, Technical



Some Richland country School District One Students (front) and their Lycée Bilingue classmates during a recent stay in Yaounde.

Adviser n°2 in the Ministry of National Education who sat in for the Minister of National Education Dr Robert Mbella Mbappe and presided over the ceremony. Mr Obama Bienvenu, the Divisional Delegate of Education for Mfoundi who signed for the Minister, and Mrs Arthuree Brazilia Ricks who, in her capacity as coordinator of international programmes, signed for the chairman of the Board of school Commissioners of Richland Country School District. Also present at the ceremony were the Principal of the Lycée, Mr Félix Mapenya Wollo; the Vice Principal Mrs Janet Kamanyi, the chaperon who accompanied Richland One students then Mrs Audrey Samlils and the Deputy Secretary-General at the National Assembly, Dr Bernard Nzo Ngutu.

Students of both systems effectively had first contact with each other on April 25, 1995 when a group of five 12 year old students (two boys and three girls) from Richland Country School District One, accompanied by a chaperon. Mrs Mildred McDuffie were received at lycée Bilingue de Yaounde. The second batch of two boys and two girls was received on April 10, 1996. Each of the groups sojourned in Yaounde for two weeks during which time the students lived with cameroonian parents whose children were enrolled in the lycée Bilingue de yaounde and were of the same grade and approximate age as the American students.

During their brief stay in Cameroon, the students were exposed to and actively participated in Student and off-campus activities. In Lycée Bilingue uniforms obtained on their arrival at the campus, they with the assistance of the

school authorities as well as socio-cultural evening events organized in their homes. Coupled to these on-campus experiences were post-noon down visits. For the students to have added exposure to other aspects of Cameroonian culture, visiting sites of interest in Yaounde.

As regards the funding of the trip, Richland Country School District one provided the air tickets while the rest of the requirements were provided for by the students' families and to a lesser extent Lycée Bilingue de Yaounde.

Like in Richland One, the section of participants in Lycée Bilingue was and will continue to be mostly based on academic performance. Students are chosen from among the first ten positions of the participating class.

Peter NNANE
Communication Unit, MINEDUC

manque de prélèvement des ressources. Les consultants relèvent à la suite que les atouts du système de gestion fait par la SNEC sont: un cadre institutionnel actuel simple et permettant une réforme rapide sans avoir besoin de la bouleverser; les outils de gestion comptable, commerciale et informatique moderne et bien maîtrisés, un personnel relativement qualifié, motivé, conscient des enjeux et de la nécessité de progrès de productivités; des capacités nominales de production largement excédentaires qui n'exigent que des réhabilitations potentielles importantes d'augmentation des recettes au prix d'un redressement de la qualité et de rigueur du service.

Enfin que les handicaps du secteur sont plus importants et se présentent comme suit: une qualité et un volume de service très en retard sur les pays voisins comparables, une grave détérioration des relations entre l'opérateur et les consommateurs, la facturation et des encaissements très insuffisants, de grandes incertitudes sur la solvabilité et les capacités futures des consommateurs, des consommations très excessives des administrations publiques, comptes d'exploitation, de trésorerie et de bilans très dégradés et dont le redressement sera coûteux, des équipements sur-dimensionnés, souvent très dégradés par manque de maintenance.

Après ce diagnostic des experts, l'option de recourir au secteur privé pour la gestion de l'eau potable

urbaine a été proposée et ses atouts ont été présentés: une gestion efficiente, un accès facile aux ressources financières, une réduction des interférences politiques, une plus grande motivation du personnel, l'introduction d'une certaine concurrence.

Plusieurs scénarios prenant en compte le mode de gestion (concession, affermage) et le nombre de régions autonomes ont été présentés. Les consultants ont marqué leurs préférences pour le choix d'un gestionnaire unique des adductions d'eau potable urbaines au Cameroun. Ils ont proposé qu'un contrat de délégation de gestion de type concession soit signé entre l'Etat et le futur gestionnaire pour l'ensemble des zones urbaines. Dans ce contrat, la concession pourrait être pour les villes de Douala, et Yaoundé et une synthèse entre affermage et concession pour les autres centres urbains.

Les séminaristes ont recommandé que la planification des investissements du secteur se fasse de concert entre l'Etat et le gestionnaire privé futur, que les réalisations du secteur appartiennent en exclusivité au patrimoine de l'Etat, que la tarification soit la plus sociale possible pour les populations quel que soit le mode de gestion retenue, que l'approvisionnement en eau potable des zones rurales se fasse de concert entre l'Etat et le gestionnaire privé futur. A cet effet, une étude semblable, sur la gestion des adductions d'eau rurales s'avère nécessaire.

AVVISO DI CONCORSO

L'Ambasciata d'Italia a Yaoundé bandisce un concorso per l'assunzione di un impiegato con contratto temporaneo regolato dalla legge locale (durata massima tre anni) con mansioni ESECUTIVE da adibire al servizio di COLLABORAZIONE CONSOLARE - VISTI - SPECIALIZZAZIONE INFORMATICA.

Per ogni informazione consultare il bando di concorso affisso in Ambasciata (quartiere Bastos; orario per il pubblico: lun. - ven. 09.00-12.00).

Termine ultimo di presentazione delle domande presso l'Ambasciata: ore 24 del 15 ottobre 1996.

Arrêté N° 1053/CAB/MINEF du 5 Sep. 1996 portant nomination des responsables au ministère de l'Environnement et des Forêts

Le ministre de l'Environnement et des Forêts arrête : Sont, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommés aux postes ci-après au ministère de l'Environnement et des Forêts :

SERVICES CENTRAUX

SECRETARIAT GENERAL - SERVICE DU COURRIER

Bureau du courrier départ - chef de bureau : M. Bonong Dieudonné, agent contractuel d'administration, Mle 502.111-R, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de M. Mbouh Dandjouna, admis en stage.

SERVICE DE LA TRADUCTION

Bureau de la traduction en langue française - chef de bureau : M. Mbeng Benjamin Anatole, traducteur principal, Mle 549.187-E, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de M. Belinga Abah, décédé.

DIRECTION DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES SOUS-DIRECTION DE LA FAUNE - SERVICE DE LA REGLEMENTATION ET DU CONTENTIEUX

Bureau du contentieux - chef de bureau : M. Etoa Akou Ammand Louis-Paul, ingénieur des eaux et forêts, Mle 555.771-F précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de Mme Bessala née Kabeyene, appelée à d'autres fonctions.

SERVICE DES LICENCES ET PERMIS

Bureau des conventions et accords - chef de bureau : M. Kongape Jean Avit, ingénieur des eaux et forêts, Mle 555.840-C, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de M. Ngong Mendongo, muté.

**DIRECTION DES FORETS SOUS-DIRECTION DES
EXPLOITATIONS ET DES INDUSTRIES FORESTIERES -
SERVICE DU RECOUVREMENT ET DU CONTENTIEUX**
Bureau du contentieux - chef de bureau : M. Nya Isaac, technicien principal des eaux et forêts, Mle 064.127-Y, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de M. Mekem Anatole, admis en stage.

SERVICES EXTERIEURS

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE L'ADAMAOUA - SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau des études et de la vulgarisation - chef de bureau : M. Damou Lamtong Antoine, ingénieur des eaux et forêts, Mle 555.765-N, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de M. Ngassi Mathias, admis en stage.

SERVICE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES

Bureau des aires protégées - chef de bureau : M. Mgbatoku Sole Jean, agent technique des eaux et forêts, Mle 154.461-W, précédemment chef de poste forestier et de chasse de Yokou, en remplacement de M. Mbenga François.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE LA VINA

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Dobo Anatole, agent technique des eaux et forêts, Mle 154.227-M, précédemment en service dans ladite délégation, en remplacement de M. Njifen Henock, admis en stage.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU DJEREM

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Jawe Samuel, agent technique adjoint des eaux et forêts, Mle 167.012-Z, précédemment en service à la délégation départementale de l'environnement et des forêts du Mayo-Banyo, en remplacement de M. Barra, muté.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU CENTRE - SERVICE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES

Bureau de la faune - chef de bureau : M. Bokally Alexis, technicien des eaux et forêts, Mle 051.118-O, précédemment chef de poste forestier et de chasse de Yaoundé-Nsimale, en remplacement de M. Mbombekie Thiodor.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE LA MEFOU ET AFAMBA

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Abega Ignace, contractuel d'administration, Mle 517.992-K, précédemment en service à la délégation provinciale de l'environnement et des forêts du Centre, en remplacement de M. Ze Efo'o, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DUNYONG ET KELLE

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Essomba Gohard, agent technique des eaux et des forêts, Mle 071.688-X, précédemment en service à la délégation départementale de l'environnement et des forêts du Nyong et So'o, en remplacement de

M. Mboun Pondy, admis en stage.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE LA LEKIE

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Touah Bessala, commis d'administration, Mle 374.994-X, précédemment en service au poste forestier et de chasse d'Obala, en remplacement de M. Bidjanga Bela Christian, appelé à d'autres fonctions.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE L'EST - SERVICE DES FORETS

Bureau des exploitations et des industries forestières - chef de bureau : M. Wagnoun Tchoukap Valentin, ingénieur des eaux et forêts, Mle 547.573-V, précédemment en service à la délégation provinciale de l'environnement et des forêts du Littoral, en remplacement de M. Djangane Bernard, appelé à d'autres fonctions.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE LA KADEY

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Barra, agent technique adjoint des eaux et forêts, Mle 354.486-Y, précédemment chef de bureau des affaires communes à la délégation départementale de l'environnement et des forêts du Djérem, poste vacant.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE BOUMBA ET NGOKO

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Kombo Pierre, agent technique des eaux et forêts, Mle 360.894-B, précédemment en service au poste forestier et de chasse de Moloundou, en remplacement de M. Njameu François, relevé de ses fonctions.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE L'EXTREME-NORD - SERVICE DES FORETS

Bureau de la planification et des statistiques - chef de bureau : M. Tamaffo Nguela Nicolas, ingénieur des eaux et forêts, Mle 55.778-F, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de M. Adama Toukour, appelé à d'autres fonctions.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU LOGONE ET CHARI

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Ganava Augustin, agent technique adjoint des eaux et forêts, Mle 136.938-J, précédemment chef de poste forestier et de chasse de Méri, en remplacement de M. Emat Boulkar, relevé de ses fonctions.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU LITTORAL - SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Chef de bureau : M. Issola Dipanda François, ingénieur des eaux et forêts, Mle 531.909-P, précédemment en service à la délégation provinciale de l'environnement et des forêts du Littoral, en remplacement de M. Essa Emmanuel, muté.

SERVICE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES

Bureau des aires protégées - chef de bureau : M. Kuete Fiddle, ingénieur des eaux et forêts, Mle 521.912-X, précédemment en service à la délégation provinciale de l'environnement et des forêts du Littoral, en remplacement de M. Evou Philippe, appelé à d'autres fonctions.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU NORD-OUEST - SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau des études et de la vulgarisation - chef de bureau : M. Ngong Aaron Salah, ingénieur des travaux agricoles, Mle 539.789-A, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts, en remplacement de Mme Ndefu née Tumajong Odilia.

SERVICE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES

Bureau de la faune - chef de bureau : M. Nzogang André, ingénieur des eaux et forêts, Mle 555.808-J, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des forêts, poste vacant.

Bureau des aires protégées - chef de bureau : M. Kpoumie Chouabou, ingénieur des eaux et forêts, Mle 55.798-Y, précédemment en service au ministère de l'Environnement et des Forêts en remplacement de M. Nna Francis Durand, appelé à d'autres fonctions.

SERVICE DES FORETS

Bureau de la planification et des statistiques - chef de bureau : M. Waindah Nkemmya Mathias, technicien des eaux et forêts, Mle 118.510-E précédemment chef de la section départementale de la faune et des aires protégées du Bui, en remplacement de M. Nkengla Jeremiah, appelé à d'autres fonctions.

SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bureau du personnel - chef de bureau : M. Azamah Solomon Kumichi, adjoint d'administration, Mle 150.967-H, précédemment en service à la sous-préfecture de Fonfuka, en remplacement de M. Gana William Burna, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE NGOHKETUNCIA

Bureau des affaires communes - chef de bureau : Mme Aycah, née Fointein Rose Mary Mbunange, agent contractuel d'administration, Mle 051.161-T, précédemment en service dans ladite délégation, en remplacement de M. Kom Emmanuel Acha.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DE L'OUEST - SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau des études et de la vulgarisation - chef de bureau : M. Penka, technicien des eaux et forêts, Mle 82.921-E, précédemment en service dans ladite délégation, poste vacant.

SERVICE DES FORETS

Bureau des inventaires et aménagements - chef de bureau : M. Nzie Marc Georges, ingénieur des eaux et forêts, Mle 547.371-E, précédemment en service dans ladite délégation, en remplacement de M. Noumessing Charles, appelé à d'autres fonctions.

SERVICE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES

Bureau de la faune - chef de bureau : M. Tadaha Gaston, technicien des eaux et forêts, Mle 513.640-R, précédemment chef de la section départementale de la faune et des aires protégées du Nyong et Kellé, en remplacement de M. Fotsing Tiawoun Paul-Léon, admis en stage.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU SUD - SERVICE DES FORETS

Bureau de la planification et des statistiques - chef de bureau : M. Essa Emmanuel, technicien des eaux et forêts, Mle 511.116-M, précédemment chef de bureau de contrôle à la délégation provinciale de l'environnement et des forêts du Littoral, en remplacement de M. Zock Biwong, admis en stage.

SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bureau du personnel - chef de bureau : M. Zame Zame, agent technique d'agriculture, Mle 156.834-A, précédemment en service dans la même délégation, poste vacant.

DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU SUD-OUEST - SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de contrôle - Chef de bureau : M. Djiodjo Norbert, ingénieur des travaux agricoles, Mle 538.725-C, précédemment en service à la délégation départementale de l'environnement et des forêts du Mfoundi, en remplacement de Mlle Nfor Lilian.

SERVICE DES FORETS

Bureau des inventaires et des aménagements - chef de bureau : M. Cheumanak, technicien des eaux et forêts, Mle 375.447-Y, précédemment en service au poste forestier et de chasse de Mbanga, en remplacement de Mme Noumessi née Kamogne, admise en stage.

SERVICE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES

Bureau de la faune - chef de bureau : M. Essimbi Emmanuel Péguy, ingénieur des eaux et des forêts, Mle 555.889-I, précédemment en service au ministère de l'Environnement, en remplacement de M. Youmessi Fogang Pierre, appelé à d'autres fonctions.

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS DU NDIAN

Bureau des affaires communes - chef de bureau : M. Nfor Samuel Umang, agent technique des eaux et forêts, Mle 374.170-F, précédemment en service à la délégation départementale de l'environnement et des forêts du Fako, en remplacement de Mlle Dorah Enongene, appelée à d'autres fonctions.

COMMUNIQUE

La Société CAMEROUN MOTORS INDUSTRIES «CAMI» informe son aimable clientèle et tous ses fournisseurs que **M. KEMAJOU Richard**, précédemment Chef d'Atelier, ne fait plus partie de son personnel.

Elle décline par conséquent sa responsabilité pour tout acte que **M. KEMAJOU Richard** pourrait poser.

La Direction

ANNONCES CLASSÉES

CLASSIFIED ADS

Communiqués

Agrément des experts techniques

Le ministre de l'Economie et des Finances porte à la connaissance du public que la commission d'agrément des experts techniques se réunira désormais au mois d'octobre de chaque année. Les dossiers d'agrément doivent parvenir au président du bureau entre le 15 septembre et le 15 octobre. Aucun dossier ne sera reçu dans son département ministériel. Pour tous renseignements complémentaires, les postulants sont invités à prendre l'attache du président du bureau M. Djeuhon Frédéric sis à Douala, immeuble ENTRELEC à Bali BP. 12453.

COMMUNIQUE

Les créanciers de la Liquidation «ENTRELEC» sont convoqués le 27 Septembre 1996 à 15 heures précises dans la salle d'audience du Tribunal de grande Instance à Douala (Bonanjo), à l'effet de délibérer sur la formation du Concordat en application de l'article 504 du Code de Commerce.

Fait à Douala le 18 Septembre 1996
Le Greffier en chef
Me SENG A Emmanuel

Cours de formation L'CEPDA de Washington

Le ministre des Affaires sociales et de la Condition féminine a l'honneur d'annoncer le public et les ONGs en particulier que le Centre pour le développement des activités de la population à Washington (USA), a mis à la disposition quatre cours destinés à renforcer la capacité managériale des ONGs et des secteurs du gouvernement engagés dans les programmes d'émancipation de la femme et de développement national. Trois de ces cours seront dispensés en anglais et un en français comme suit : - "Femmes et Gestion", en anglais du 13 mai au 7 juin 1997 ; coût \$ 5.610. - "Jeunesse, Leadership et Santé productive", en anglais du 7/6/97, au 5/7/97 ; coût \$ 5.610. - "Comment bâtir une institution", en anglais du 9/8/97 au 11/10/97, coût \$ 5.610. - "Développement institutionnel pour une société civile", en français du 9/9/97 au 11/10/97 ; coût \$ 8.880. Il est vivement conseillé aux éventuels candidats de bien vouloir chercher des sources indépendantes de financement pour leurs participants. Pour des renseignements complémentaires, veuillez contacter le service de la formation, MINASCOF, porte 24.

Le ministre du Développement industriel et commercial invite MM. Happy Nya Nicolas, cadre contractuel d'administration, Njicki Paul, contractuel d'administration, Loh Ayeah Victor, chef service départemental du MINDIC de la Menchum, Mme Pago Berthe, ingénieur des Techniques industrielles, cadre en position d'absences injustifiées de leurs postes de travail, à se présenter impérativement à la Direction des Affaires générales, dès diffusion du présent communiqué.

qu'il. Faute de quoi, les intéressés seront sanctionnés conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les membres de l'Organisation Camerounaise pour la Liberté de la Presse (OCCALIP) sont invités à prendre personnellement part à une importante assemblée générale qui se tiendra le vendredi 20

septembre 1996 à partir de 15h00 précises. L'ordre du jour portera sur le point suivant : l'importance du rôle de l'organisation dans la promotion de la liberté de la presse et de tous les citoyens soucieux de leur représentation par procuration en cas d'impédiment. Se munir de ses cartes pour le samedi 1995 et 1996, au montant de 10.000 francs CFA.

REMERCIEMENTS

M. Kueté Jacques Inspecteur des Douanes à Kribi,
Mme Ngouffo Christine à Bafoussam,
Mme Mekontso Rebecca à Douala,
MM. Fomekong Moïse et David Ndachi Tagne à Yaoundé. Tous les enfants, beaux fils, épouses et petits-fils Zoko, expriment ici leur profonde gratitude à tous ceux qui les ont soutenus et réconfortés lors du décès de leur père, oncle, beau père et grand père.

ZOKO Samuel,
décès survenu le 18 août 1996 à Douala.
«... le Dieu de paix, qui a ramené d'entre des morts le grand pasteur des brebis, par le sang d'une alliance éternelle.» Hebreux, 13, 20.

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION OKALLA AHANDA

PROGRAMME DES SEMINAIRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE QUATRIEME TRIMESTRE 1996

| THEMES | Session | | Ville |
|--|---------|--------|----------|
| | du | au | |
| Conception et Mise en place de Procédures administratives et Comptables (Manuel de Procédures) | 01 Oct | 04 Oct | Yaoundé |
| | 05 Nov | 08 Nov | Kribi |
| | 11 Nov | 15 Nov | Ndjaména |
| Conception et Mise en Place d'un système de Gestion Budgétaire | 04 Oct | 06 Oct | Yaoundé |
| | 23 Oct | 25 Oct | Kribi |
| Techniques de Gestion des Ressources Humaines | 15 Oct | 18 Oct | Kribi |
| | 03 Déc | 06 Déc | Douala |
| Audit Interne | 08 Oct | 11 Oct | Yaoundé |
| | 12 Nov | 15 Nov | Douala |
| | 03 Déc | 06 Déc | Kribi |
| Contrôle de Gestion | 15 Oct | 18 Oct | Yaoundé |
| | 19 Nov | 22 Nov | Douala |
| | 03 Déc | 06 Déc | Ndjaména |
| Marketing et force de vente | 22 Oct | 25 Oct | Douala |
| Gestion des Stocks Informatisée | 08 Oct | 11 Oct | Douala |
| Nouveau stat des Entreprises Publiques et Para-Publiques | 07 Oct | 08 Oct | Douala |
| | 29 Oct | 01 Oct | Kribi |
| Gestion de Trésorerie | 27 Nov | 29 Nov | Yaoundé |
| | 11 Déc | 13 Déc | Douala |
| Conception et Mise en Place d'un système de comptabilité Analytique | 04 Nov | 07 Nov | Douala |

DOUALA :
402, Avenue du Général de Gaulle (Immeuble Gras Savoye)
B.P. 12628 Douala-Cameroun
Tél : (237) 42.78.87 -
Fax : (237) 42.83.15

YAOUNDE :
Face Bureaux F.A.O
(Bastos Vallée)
B.P. 4051
Yde-Cameroun
Tél. 20.52.16

NDJAMENA :
Av. C. de Gaulle (Immeuble Star Nationale) - Porte 23 Piaz de chaussée B.P. 291 Ndjaména-Tchad - Tél. (235) 51.47.10 - Fax (235) 52.58.84

Contact : Mme Chetou NGVANI

Contact : M. Joseph NKAH

Contact : M. Aubin ZENDONG

Spécial Rentrée Scolaire chez Sté ARNO

Par ces temps de crise, ARNO est là pour vous soutenir.
DU CARTABLE JUSQU'À LA TROUSSE ÉCOLIER,
DES VÊTEMENTS DE TOUTES MARQUES,
DES CHAUSSURES ÉVOLUTIVES.

Et cela avec LA QUALITE AU MEILLEUR PRIX.

Mais en plus, un magasin agrandi et climatisé.

ARNO C'EST AUSSI

A.T.E. ARNO TECHNIQUE ELECTRICITE

DISTRIBUTION MATERIEL ÉLECTRIQUE
INDUSTRIEL ET TECHNIQUE

«LA TECHNIQUE AU MEILLEUR PRIX»

B.P. 664 - DOUALA (Cameroun) 106, Bld de la Liberté
Tél : 42.27.76 / 42.05.82 - Fax : 42.39.80
YAOUNDE - B.P. 1286 - Tél : 22.45.26

ATEM ARNO TECHNIQUE ELECTROMENAGER

Une gamme complète de petits et gros appareils électroménagers. Service après-vente assuré

REPRESENTANT EXCLUSIF DES MARQUES MOULINEX ET INDESIT
SUR LE MARCHE CAMEROUNAIS.

DOUALA / Gros - Face Hollande) et Détail - Bld de la Liberté (ancien immeuble CGE)
B.P. 664 - Tél et Fax : 42.90.53
YAOUNDE - B.P. 1286 - Tél/Fax : 22.45.26

Rendez-vous tous chez ARNO

PROVINCES

ENTRE

Mefou et Afamba

Plus d'une centaine des femmes en compétition pour l'élevage du plus gros porc

Exposer un gros porc de 75 kgs, 100 kgs voir 150 kgs. Voilà l'objectif et même le pari à gagner par la centaine de femmes de la Mefou et Afamba qui ont pris d'assaut ce tout premier concours lancé dans la région par leur organisation paysanne. Ce concours d'une durée de 7 mois s'inscrit dans le chapitre de la santé et vise la formation, la sécurité alimentaire en milieu rural et l'amélioration des conditions de vie des paysans par la plus grande diversification des sources de revenu. C'est en ces termes que s'exprimait Mme Atangana Elisabeth responsable de la SHASAAD chaîne de solidarité et d'appui aux actions de développement devant ces autorités administratives du département sur le bien fondé de ce

concours.

Pour ce premier concours, les paysannes ont été dotées des porcs et devront aussi bénéficier pendant la durée du concours de l'encadrement des techniciens en la matière. Les critères expliquent des responsables reposent sur l'hygiène et la salubrité des enclos, le poids et la qualité des bêtes à exposer. côté social ce concours vise aussi à mettre fin à la divagation des bêtes dans la Mefou et Afamba.

Les paysans ayant désormais le souci de faire les enclos, pour certains villages où l'élevage était en perte de vitesse, c'est le retour à la promotion des petits ruminants. L'élevage traditionnel devant être aussi rentable que la commercialisation du cacao. Soulignons qu'une enquête faite dans



Une porcherie

la région précise qu'un porc moyen coûte entre 30.000 FCFA et 50.000 FCFA dans la Mefou et Afamba.

Gaston Atangana
Ondoa

Nkolmefou

Quelle stratégie pour améliorer la production agricole ?

Les paysans promoteurs économiques se sont concertés à Nkolmefou

Pendant deux jours en ce début du mois de septembre, plusieurs délégués représentant des villages de la Mefou et Afamba et des promoteurs économiques, responsables de développement durable, se sont retrouvés à Nkolmefou pour faire le bilan de la situation agricole dans leur organisation paysanne et trouver une stratégie pour un souffle nouveau.

Au terme des travaux importantes résolutions ont été adoptées. C'est ainsi que les paysans ont convenu de se mettre à l'école de

l'auto-production et de l'auto-financement. par ailleurs, ils encouragent le système de regroupement mis sur pied par la SHASAAD compte tenu des fruits escomptés dans la région/ Les délégués ont également proposé des solutions permettant d'apporter un soutien réel à l'effort des communautés villageoises. Ainsi l'organisation paysanne de la Mefou et Afamba opte pour la plus grande responsabilisation des ressources humaines et endogènes nécessaires à la formation et à la redynamisation des activités agri-

coles. D'où la création des filières économiques autonomes bénéficiant d'un soutien pédagogique. Toutefois, les paysans devront évoluer en deux camps hommes et femmes. Pour cette première expérience, les premières filières autonomes économiques de la SHASAAD sont la production et la commercialisation. Ce qui ouvre de plus grandes perspectives de développement au monde rural du département de la Mefou et Afamba qui a opté pour l'évolution en regroupement communautaire.

G.A.O.

NORTH WEST BIAO Meridian Clients Smile At Last

Clients of the defunct BIAO Meridian in Bamenda smiled after a spell of disenchantment. The clients started receiving their August salaries at the Bamenda Treasury on Tuesday 10th September following an order from the Minister of Finance. The order which provided for the closure of the bank, gave hope to many customers.

One of the customers, a civil servant, Mr. Ngong, said, he had been going through very difficult times getting his monthly salary from the bank. "Each month we are paid only after all others", he lamented. He concluded that this time there is hope. Eventhough there was a

large crowd at the Bamenda Treasury yesterday, the customers of the bank say the pain is not of equal magnitude.

Most of the clients complained of favouritism and bribery in the services at the treasury. But the Treasury boss, Mr. Muluh Isiah said, his staff would do everything to satisfy the workers. Over 13 million CFA Frs. have so far been paid from the Bamenda Treasury. The situation is however sad for those who had saving accounts in the defunct bank. While they wait for the liquidator of the bank to start work, there is general dissatisfaction.

FOMBE Georges
of our Bamenda bureau

SUD Un budget de plus de 221 millions pour la commune urbaine d'Ebolowa

La toute première session ordinaire du conseil municipal de la commune urbaine à régime spécial d'Ebolowa s'est tenue les 12 et 13 septembre dernier dans la capitale provinciale du Sud.

Cette cérémonie s'est déroulée à l'ouverture en présence de M. Bernard Okalia Bilai, préfet de la Mvila, M. Abolo Abolo Zo'o Joseph Blaise, délégué du gouvernement auprès de la dite commune, M. Oyono Adjomo Daniel, président du conseil municipal, les conseillers municipaux, les autorités politiques et administratives de la ville.

Dans son mot de bienvenue à l'assistance, M. Oyono Adjomo Daniel a recommandé à tous les participants aux travaux l'esprit de solidarité, l'ardeur du travail, l'abnégation et surtout l'étude très profonde des documents de travail, ceci, en vue d'une pleine réussite à l'issue des travaux.

Le délégué du gouvernement M. Abolo Abolo en prenant la parole, a présenté à l'assistance un projet de budget équilibré en recettes et dépenses à la somme de 221.170.891 FCFA, soit une diminution de 18 % par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution notée au cours de cet exercice d'une valeur de 40 millions a-t-il expliqué, est due aux effets pervers de la conjoncture économique et l'incivisme fiscal de certains opérateurs économiques. Le délégué du gou-

vernement a demandé à cet effet aux membres du conseil municipal une analyse très minutieuse des documents de travail soumis à leur attention, car a-t-il conclu, ce budget de la relance des activités de la municipalité se veut absolument réaliste.

Cinq commissions ont été mises sur pied à cette occasion à savoir la commission des finances, la commission des affaires sociales et culturelles, celle des grands travaux, la commission de recouvrement et enfin celle de l'hygiène et assainissement. A l'issue des travaux, ces commissions ont permis de dégager plusieurs résolutions en matière des recettes et dépenses de la commune, les stratégies sur l'hygiène et salubrité dans la ville. Dans le même ordre, il a été relevé la nécessité de la construction d'un abattoir municipal, aussi la réfection du marché rond, l'entretien des routes et bien d'autres réalisations nécessaires dans le domaine social et culturel. Après examen du projet de budget de fond en comble, le conseil à l'unanimité l'a approuvé en recettes et dépenses à la somme de 221 170 891 FCFA.

M. Abolo Abolo a lors de la plénière défini les recettes communales qui sont classées en recettes directes et qui concernent l'impôt libératoire, les patentes, les licences, les centimes additionnels et les taxes communales directes dont le total des prévisions pour le présent exercice s'élève à 46 800 000 FCFA. Les

recettes indirectes quant à elles, englobent les taxes communales indirectes, les produits d'exploitation du domaine et des services communaux, les ristournes et redevances consenties par l'Etat et enfin les recettes diverses et accidentelles dont la somme des prévisions s'élève à plus de 150 000 000 FCFA.

Le délégué du gouvernement a fait état de nombreuses charges de la commune, à l'instar des salaires du personnel qui connaissent aujourd'hui plusieurs mois d'arriérés, ce qui a occasionné les congés techniques de certains employés dont les postes de travail ne se justifiaient plus. Solution incontournable pour assurer l'équilibre financier de la municipalité a dit le délégué. Il a tout de même noté l'hygiène et salubrité dans la ville et bien d'autres charges qui sont actuellement des priorités.

Dans le cas, M. Abolo Abolo a fait allusion aux 123.000.000 qui doivent être débloqués par le gouvernement et le FEICOM, en faveur de la municipalité d'Ebolowa. C'était le lieu pour lui d'interpeller les élites qui occupent des hautes responsabilités devant permettre le déblocage de ces sommes, certaines traînant à la trésorerie de Ydé depuis 95. Il a aussi rappelé l'existence d'une recette municipale devant de nouveau encaisser toutes les recettes municipales. Il a demandé aux conseillers municipaux de procéder à l'information et à la sensibilisation des popu-



M. Abolo Abolo

lations sur les droits et devoirs qui sont les leurs. En marge des travaux du budget, le délégué du gouvernement a annoncé en perspective aux jeunes, la création des plantations d'hévéa dans le cadre des espaces verts appartenant dorénavant à la CU, suite à l'extension du périmètre urbain. Ce projet de 50 ha qui bénéficiera de l'appui d'Hévécam permettra d'employer des jeunes désœuvrés dans les villages et contribuera ainsi à limiter l'exode rural. En clôturant les travaux, le préfet de la Mvila a exprimé sa pleine satisfaction sur le sérieux noté au cours des travaux et puis il a exhorté l'esprit de solidarité au sein du conseil municipal de la CU d'Ebolowa.

TSIMI AYISSI (CAMNEWS)

LITTORAL Douala : Le président de la sous-section RDPC Canton Bell «A» sur le terrain

Située au cœur de la section SRDPC Wouri I, la sous-section pilote Canton Bell «A», la plus grande de la section, avec 26 comités de base, présidée par Jacques Madiba. Depuis son élection suivie de son installation à la tête de la sous-section, il met tout en œuvre pour épanouir les militants de sa sous-section.

Il a présidé le week-end dernier au stade du lycée TSF Mongo Joseph en lieu et place du délégué du gouvernement M. Thomas Tobbo Eyoun empêché, la finale de fin de vacances des jeunes du quartier Nkomondo. Celle-ci a mis aux prises Ajax FC de Nkomondo «A» à celle de Squadra Azura de Nkomondo «B». Les seconds sont venus à bout des premiers sur le score de 4 buts à 2 après les tirs au but. M. Jacques Mbida a remis le trophée et une importante prime d'encouragement au capitaine de la formation Squadra Azura de Nkomondo «B». A l'issue de la rencontre, il a dit aux jeunes que le délégué du gouvernement ne manquera pas d'apporter son soutien aux activités des jeunes de

Douala. Le président Madiba a précisé qu'il reste à la disposition des jeunes dynamiques, honnêtes et dévoués. Il leur a annoncé qu'il a de nombreux projets en leur faveur. Sans repos, le président Jacques Madiba a pris son bâton de pèlerin et s'est rendu avec son bureau dans les comités de base de Bali-carrefour montagne Manga Bell. Dans son ressort politique, il est toujours accompagné de Mme Mbappé Agnès, présidente de l'OFDRPC et de M. Eboté Clément, président de l'OFDRPC.

La tournée de prise de contact du président Jacques Madiba après les renouvellements des organes de base, lui permet d'évaluer la capacité du RDPC sur le terrain. Il a tenu à visiter chaque comité de base, écouter ses doléances. Ceci lui permet à chaque étape de prodiguer des conseils, d'éduquer politiquement les militants afin de les rendre plus responsables qu'avant. «Nous vous donnons le temps d'appliquer ce que vous venez d'apprendre comme enseignement, de mettre en valeur la politique de proximité prônée par notre président national Paul Biya. Je reviendrai voir si vous êtes et si vous avez fait ce que le parti attend de vous... Avant la prochaine conférence de la sous-section, nous allons toucher du doigt les réalités de votre action...» a-t-il déclaré.

Le président de la sous-section Canton Bell «A» a révélé aux militants qu'il a dans son tiroir un programme adapté aux jeunes: des séminaires de formation sur les micro-projets de développement, des actions d'investissements humains, des kermesses et autres projets adaptés au contexte actuel.

JESSE KONANG (for CAMNEWS)

J.-Claude NOUBISSI

SOUTH WEST Bangem Presbyterians To Celebrate Centenary

Christians of the Bakossi Presbytery are preparing actively for the celebration of its centenary from November 10 to 17, 1996. The theme of the celebration is "GOD, OUR HELP IN AGES PAST, OUR HOPES FOR YEARS TO COME".

The celebration will involve a visit to Nyasoso, reputed as the cradle of the Basel Mission to Bakossiland, lectures on the origin, evolution, difficulties, legacy, the future of the Church in the Presbytery and in Cameroon and choral competitions, among others. Highlight will be a Church Service on Sunday November 17 to be presided over by the Moderator of the Presbyterian Church in Cameroon, (PCC), Rt. Rev. S.A. Awassum with former Missionaries or their relatives in attendance.

According to the

Chairman of the Bakossi Presbytery Centenary committee, Rev. Thomas Ediage, the Gospel of Jesus Christ found its way into Bakossiland in 1896 by the Evangelical Missionary Society, in the name of the Basel Mission which later gave birth to the Presbyterian Church in Cameroon.

He has accordingly appealed to their friends, all

people of good will and the Christians to generously contribute financially, materially and by fervent prayers to make the celebration a big success.

The Bakossi Presbytery covers Tombel, Bangem and Nguti Sub-Divisions in the Kupe Munanenguba Division.

Anthony Chungong (for camnews)

New Cooperative Formed In Buea

A new cooperative society - Mountain Savings and Loans Cooperative Society (MOCCU) Ltd. has been formed in Buea with a variable share capital of 100 million francs CFA. It has a five-man Board of Directors, headed by Nyemb Gaston of the General Commercial Agency (GCA), Buea and a

membership of about 50.

According to the Director of MOCCU, Stephen Nengol Bakoui, its aims are to encourage savings among members and provide them with capital through a loans scheme; carry out investments and to encourage rural development.

MOCCU, which started

its banking operations in July, 1996, was legalised in November 1994, and has four structures - a General Assembly, a Board of Directors, a Supervisory Committee and a Loans Committee.

JESSE KONANG (for CAMNEWS)

Les Lions dans l'attente de la rencontre avec le nouvel entraîneur

Quelle sera la méthode adoptée aux entraînements par le nouvel entraîneur sélectionneur des Lions indomptables ? Henri Depireux ? Les 25 joueurs convoqués en stage pour la préparation de la prochaine rencontre Cameroun-Gabon comptant pour le 2^e tour des éliminatoires de la CAN'98 se posaient encore cette question résiduelle sans réponse hier. Jeudi ils n'avaient pas encore eu un premier contact avec Henri Depireux qui devait plutôt avoir une séance de travail dans l'après-midi d'hier avec ses collaborateurs.

Déception. Ainsi pourrait être résumé notre sentiment lorsque rendus hier au stade omnisport de Yaoundé pour assister à la première rencontre entre Depireux et ses poulains, nous avons constaté que ni le coach ni les joueurs n'étaient là. Seuls deux sociétaires de Racing de Bafoussam venus participer au stage étaient là. Ils ont été priés d'aller s'installer à l'Hôtel Makombé où sont logés les autres. Une fois à Makombé, nous y trouvons effecti-

vement quelques joueurs confortablement assis dehors qui devisent joyeusement, déclarant vaguement qu'ils attendent le programme de la journée.

Le directeur des Sports, M. Dikoumé, joint au téléphone hier pour expliquer pourquoi la rencontre entre le sélectionneur national et les Lions n'avait pas eu lieu, a déclaré que Henri Depireux qui est encore fatigué par le voyage qu'il a effectué entre la Belgique et le Cameroun se



Henri Depireux.

repose encore. Il reconnaît quand même que quelques problèmes de logistique existent. Au ministère des



Les Lions Indomptables.

Finances affirme-t-il, on tarde à débloquer l'argent nécessaire. M. Dikoumé nous a révélé que tous les

joueurs convoqués n'étant pas encore là, M. Henri Depireux ne veut pas commencer le travail avec une poignée pour recommencer la même chose avec les autres. Ceux qui ont déjà répondu présents sont logés en attendant que le ministère des Finances débloque l'argent.

C'est sans doute aujourd'hui que l'entraîneur national sélectionneur, Henri Depireux aura sa première réunion de prise de contact avec les joueurs. On se souvient que répondant à une question d'un confrère, l'entraîneur des Lions déclarait mercredi qu'il était au courant de certains problèmes qui caractérisent le milieu sportif camerounais et qu'il entendait se placer au-dessus de la mêlée. Il a en outre déclaré qu'il avait horreur de l'improvisation. Ce n'est certainement pas encore le cas, mais les responsables de notre football devront tout faire pour que tout se passe normalement.

Ibrahim KARCHÉ

ANNONCE LEGALE

Etude Me Nkoue Mawafo Fonkoua Marie-Louise,
Notaire à Douala 172 Rue DICKA
MPONDO Face Ex CAMBANK
Derrière EL BLANCO BP 8738 Tél
43/15/66.

**CONSTRUCTION,
ENTRETIEN ROUTIER
ET BATIMENTS
«C.E.R.B.» S.A.**

au capital de 5.000.000 F CFA
Siège Social : Douala BP 5653.

CONSTITUTION

Actes des 01, 09 et 12/08/96 aux caractéristiques ci-dessus, enregistré - durée : 99 ans - Objet principal : construction de bâtiments et génie civil s spécialement tous travaux en béton armé, travaux publics ... Les P. / de l'Assemblée Constitutive Unique du Conseil d'Administration ont nommé les 1ers Administrateurs, le Commissaire aux Comptes, le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général - Formalité légale : dépôt au greffe du TPI de Douala.

Pour Insertion -
Me Nkoue M. Louise -
Notaire.

Etude Me Nkoue Mawafo Fonkoua Marie-Louise,
Notaire à Douala 172 Rue DICKA
MPONDO Face Ex CAMBANK
Derrière EL BLANCO BP 8738 Tél
43/15/66.

**COMPAGNIE HUA-FEI
DU COMMERCE
ET DE L'ECONOMIE
INTERNATIONALE
«HUA-FEI 2 CEL» SARL,**
au capital de 500.000 F CFA
Siège Social : Douala BP 11.046.

CONSTITUTION

Acte du 11/08/96 aux caractéristiques ci-dessus, enregistré - durée : 99 ans - Objet principal : commerce général, Import-export, représentation commerciale, et Immobilière. Industrielle légère et artisanat ... Mr. Hou Baoquan et Mme Li Ying ont

été nommés co-gérants pour une durée indéterminée - Formalité légale : dépôt au greffe du TPI de Douala.

Pour Insertion -
Me Nkoue M. Louise -
Notaire.

**Etude Jacqueline
Moussinga**

Notaire à Douala B.P. 5992
Tél : 42 30 05

**SOCIETE ASSOCIATION
D'ENTRETIEN DU
RAIL/TP «APERAI/TP»
SARL**

au capital de 500.000 F CFA
BP 10.218 Douala

Aux termes d'un acte reçu par Me Jacqueline Moussinga, Notaire soussigné, le 20 Août 1996, les associés de la susdite société ont décidé : - de nommer en qualité de nouveau co-gérants MM. Leintu Bernard, Ndoumbé Benga Benoît. Dépôt Légal : Tribunal de 1ère Instance de Douala.

Pour avis et Insertion Me J.
Moussinga,
Notaire.

**Etude Jacqueline
Moussinga**

Notaire à Douala B.P. 5992
Tél : 42 30 05

**SOCIETE MANUTEN-
TION TRANSMISSION
AFRIQUE EUROPE
«M.T.A.E.» SARL**

au capital de 3 000.000 F CFA

CONSTITUTION

Acte du 10 Septembre 1996, durée : 99 années Siège Social : Douala BP 12 342 Objet : Vente de toutes pièces détachées pour transmission. Gérant : M. EBELE KONDO Gabriel. Dépôt, légal : Greffe du Tribunal d'Instance.

Pour avis et insertion,
Me J. Moussinga,
Notaire

**Etude Jacqueline
Moussinga**

Notaire à Douala B.P. 5992
Tél : 42 30 05

**SOCIETE ASSOCIATION
STARS ASSOCIATION OF
CAMEROON «ISAC»
SARL au capital de 1.000.000
F.CFA**

CONSTITUTION

Acte du 16 Septembre 1996, durée : 99 années, siège social : Douala B.P. 2089. Objet : Agence général d'Assurance, la représentation des compagnies d'Assurances, toutes opérations d'Assurance, délivrance d'attestations et polices d'Assurances. Gérant : M. DEFO Christophe. Dépôt légal : Greffe du Tribunal d'Instance.

Pour avis et insertion,
Me J. Moussinga,
Notaire

**Etude Jacqueline
Moussinga**

Notaire à Douala B.P. 5992
Tél : 42 30 05

**SOCIETE MANUTEN-
TION TRANSMISSION
AFRIQUE EUROPE
«M.T.A.E.» SARL**

au capital de 3 000.000 F CFA

CONSTITUTION

Acte du 10 Septembre 1996, durée : 99 années Siège Social : Douala BP 12 342 Objet : Vente de toutes pièces détachées pour transmission. Gérant : M. EBELE KONDO Gabriel. Dépôt, légal : Greffe du Tribunal d'Instance.

Pour avis et insertion,
Me J. Moussinga,
Notaire

Etude Jacqueline Moussinga

Notaire à Douala B.P. 5992
Tél : 42 30 05

**SOCIETE ASSOCIATION
STARS ASSOCIATION OF
CAMEROON «ISAC»
SARL au capital de 1.000.000
F.CFA**

CONSTITUTION

Acte du 16 Septembre 1996, durée : 99 années, siège social : Douala B.P. 2089. Objet : Agence général d'Assurance, la représentation des compagnies d'Assurances, toutes opérations d'Assurance, délivrance d'attestations et polices d'Assurances. Gérant : M. DEFO Christophe. Dépôt légal : Greffe du Tribunal d'Instance.

Pour avis et insertion,
Me J. Moussinga,
Notaire

**GIC Producteurs Reunis
du Centre en abrégé
GICPREC et surnommé
«ACTES 4»**

Siège Social : B.P. 531 Yaoundé
N° d'Inscription : CE/GP/04/96/3308
du 12 septembre 1996 à Yaoundé
Ressort territorial : Région du Centre
Activité Principale : La production et la distribution des produits d'élevage
Durée de vie : 99 ans.
Délégué : Njock Charles Guillaume.

**GIC des Producteurs de
Coton et les Vivriers de
Badjengo en surnom
«BOCKI GNAKI»**

Siège Social : Badjengo B.P. 302
Garoua
N° d'inscription : GP/01/95/121 - du
18/11/1995 à Garoua
Activités principales : Culture du
Coton et des vivriers.
Capital : 628.590 F CFA
Président : YAYA MALMAI

Les 25 joueurs convoqués

En vue de la préparation du match Cameroun-Gabon comptant pour le 2^e tour des éliminatoires de la CAN'98, la direction administrative de l'équipe nationale a convoqué 25 joueurs évoluant ici au pays. Il s'agit de : Canon de Yaoundé : Mangan Cyrille, Moukoko, Ebanga, Killana, Ebanga, Bekoula Cotonsport de Garoua : Tchango, Edsi Fovu de Baham : Etogo Léopard de Douala : Elong Prévoyance : Epallé Racing : Njitap et Kom Tonnerre : Ouato, Oqandzi Unisport : Simamo, Nyongha Avenir de Douala : Mohongi Olympic Mvolyé : Djang Sunday UCB Douala : Ehalu, Mukwélé, Etembé, Oyié et Eto.

En plus de ces 25 joueurs, une dizaine de professionnels ont été contactés : Songolo, Song Bahanag, Kalla Kongho, Mboma Patrice, Guidjol, Angeho, Missé Missé, Wome Nlend, Ntamack Mahop, Oum Biyick.

Ce que pensent les Camerounais d'Henri Depireux

● *Au lendemain de l'arrivée du nouveau sélectionneur des Lions Indomptables, nous avons rencontré quelques camerounais dans les rues de Yaoundé. Ils ont bien voulu nous confier leurs impressions.*

Paul Ananas, mécanicien

L'entraîneur étant inconnu, on ne peut raisonnablement le juger. Toutefois, espérons qu'en tant qu'expatrié il fera mieux que les Camerounais.

Le Camerounais ne nous a jamais donné de bons résultats, il a toujours montré ses limites. Alors...Concernant le salaire, c'est une dépense énorme. Mais on va faire comment ?

De toute façon, selon moi, pour être bien représenté à l'extérieur, il faut un

expatrié.

Ndohno Motuba, étudiant

Quand c'est un étranger, on sait que, quel que lourd que soit son salaire, il va faire son travail. Voyez-vous, les Camerounais dans l'ensemble et les joueurs surtout ne veulent pas être entraînés par un Noir, à plus forte raison un Camerounais. D'un autre côté, cinq millions de francs, c'est vraiment très lourd. On sait qu'il a touché

beaucoup plus ailleurs mais on ne peut pas faire de comparaison entre un pays développé et un pays pauvre comme le nôtre. Et puis, on prend un entraîneur, est-ce qu'il y a même encore les joueurs au Cameroun ? Il n'y a pas d'argent pour financer le sport.

M.L., restauratrice

Qu'est-ce que vous voulez que j'en dise ? Je n'ai encore aucune impression. Je ne le connais pas. Si ça ne dépendait que de moi, on aurait embauché un Camerounais.

Manga Onguéné ne peut-il pas entraîner les Lions ? On dit que la dernière fois, à la CAN 96, il y'a eu débâcle parce que c'était

un camerounais, mais ce n'était pas le premier échec ! Je me rappelle qu'Henri Michel est parti sans crier gare après la Coupe du Monde...

Anamana Romuald, élève

Moi je ne vois pas pourquoi les Camerounais se dérangent pour trouver de nouveaux entraîneurs alors qu'on en a déjà. Est-ce que c'est celui là qui va changer notre style de football ? Déjà que les autres qui l'ont précédé n'ont rien fait. Henri Michel par exemple, a eu des problèmes avec les joueurs. Je crois qu'il fallait laisser les nationaux diriger leur équipe. En tout cas, je ne suis pas confiant pour

98. Tant qu'il y aura cet égoïsme que nous connaissons dans l'équipe, ça ne peut pas marcher.

Ngueze Léopold, vendeur de journaux

Pour moi, c'est tout à fait normal qu'il y'ait un sélectionneur expatrié. Parce que quand c'est un national, les gens trouvent toujours à redire. Pour que les choses marchent, il faut que cet entraîneur ait les mains libres. Qu'il puisse choisir tel par rapport à tel, s'il le sent meilleur !

Propos recueillis par
Théophile KOUAMOUO
(Stagiaire)



Au menu, 16 choix, juste pour commencer...



SPECTRUM

Pour cet inimaginable menu, contacter le représentant exclusif :

DOUALA - Immeuble Neuilly II - 1 672 av. de Gaulle - B.P. 4 883 - Tél : 43.30.45- Fax : 43.30.48
YAOUNDE - Yaoundé Hilton - Bd. du 20 Mai - B.P. 11 852 - Tél/Fax: 22.32.10- Poste: 1 117

SYNERGIE membre Saatchi & Saatchi Klerck & Barlett

Boutros-Ghali : To Be Or Not To Be

The re-election or not of Boutros Boutros-Ghali as Secretary-General of the United Nations continues to attract varied reactions within and without U. N. circles. The contest is increasingly bitter over the outgoing Secretary-General's decision to go back on his word and run for a second term and Washington's decision not to back him.

So, an important struggle for power in the world body, thrown open by America's refusal to back Boutros-Ghali for a second term in the race for the Secretary-Generalship of the U. N., is underway.

It will be recalled that the United States recently described the Organization of African Unity's (OAU's) qualified endorsement of a second term for U. N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali as the "high water mark" in the 73-year old Egyptian's re-election campaign.

Remaining steadfast behind Boutros-Ghali, U. S. officials say, will destroy the chances of Africa to retain the Secretary-General post for second term, adding that Boutros-Ghali's continued pursuit of this office can only harm the United Nations.

The drama over who will head the United Nations for the next five years, starting in January 1997, has already entered a second stage as governments begin to make their positions known on the issue of whether to support a second term for Boutros-Ghali.

The question, U. S. officials recall, barely came up in Lyon at the G-7 summit but the Yaounde OAU summit declaration was in favour of a second term for Boutros-Ghali.

The diplomatic flap at the world organization began when the United States made it known in June that it had lost confidence in Boutros-Ghali's ability and dedication to carry out necessary fiscal and managerial reforms and would veto his candidacy when the Security Council takes up the issue. Boutros-Ghali, who had declared he was a one-term secretary-general when he assumed office in 1991, announced that he had decided to seek a second term "in view of the strong endorsement from member states."

A U. S. official pointed out to journalists in July that only 18 of the more than 50 African leaders at the annual OAU summit in Cameroon pushed through the "declaration" supporting the continued tenure of an

African in the top U.N. post and recommending the candidature of Boutros-Ghali for the job. The same official further held that several keyheads of state at the African summit objected to the declaration, maintaining that after that African effort, Boutros-Ghali's campaign would begin to collapse.

The Yaounde declaration was understood to mean the OAU was to begin consulting with all of the Africans since all of them did not participate in the decision on the candidacy of Boutros-Ghali, and that the foreign ministers were of the understanding that if in the course of that consultation it was determined that he cannot get a consensus recommendation, then people will begin to push for other options.

The U. S. has also made it clear that to pursue a Boutros-Ghali second term, because of his unwillingness to step down, will only have the effect of destroying any chance for Africa to have a second term. This means that the U. S. is not against an African candidacy as such, but rather against that of Boutros-Ghali.

Washington is, on this understanding, willing to have consultations with all countries about who would be the right person, as U. S. officials have continually stressed that they have no candidates in mind. The crucial question now is whether African leaders will allow the United States dictate or influence their choice of candidate, maintain their support for a second term for Boutros-Ghali and risk a U. S. veto, or settle for a compromise African candidate and give the continent another tenure on the seat of power.

Security Council discussion on the position of secretary-general usually starts about three months before a secretary-general's five-year term expires. The Council conducts its discussion and votes in secret. When



Boutros Boutros-Ghali : will he weather the storm ?

it decides on a candidate, it passes its recommendation on to the General Assembly for formal approval.

It will be recalled that on his return from a trip which took him to the Lyon and Cameroon summits, Boutros-Ghali said that he would have no further comment on his candidacy and that the problem was up to the Security Council.

Ferdi MOUDJI

Note d'information du Cabinet civil

«Il est porté à la connaissance de l'opinion publique que la correspondance actuellement en circulation, relative à une quête publique au bénéfice d'un certain Conseil international pour la Paix, et prétendument signée par Mme Chantal Biya, épouse du chef de l'Etat, est un faux.

Les auteurs de cette contrefaçon sont recherchés par la police.»

(é) Laurent ESO

Directeur du Cabinet civil

Nomination d'entraîneurs nationaux de football

Décision N° 033/CAB/MJS du 19 juin 96

Le ministre de la Jeunesse et des Sports décide :

Article 1er : Sont, pour compter de la date de signature de la présente décision, nommés aux postes ci-après à l'équipe nationale de football :

I - Equipe nationale séniors :

- Délégué dans les fonctions d'entraîneur national sélectionneur : M. Henri Dépierreux, entraîneur de football professionnel de nationalité belge ;

- Adjoint à l'entraîneur national sélectionneur : Jean Manga Onguene

II - Equipe nationale Espoirs

- Entraîneur national : Nguidjol André ;

- Adjoint à l'entraîneur national : Akono Jean-Paul ;

III - Equipe nationale juniors

- entraîneur national : Wansi Dominique ;

- Adjoint à l'entraîneur national : Ngweha Ikouam

IV - Equipe nationale Cadets

- Entraîneur national : Sadi Jean-Pierre ;

- Adjoint à l'entraîneur national : Mbarga Engelbert.

V - Equipe nationale féminine

- Entraîneur national : Ndjili Pierre ;

- Adjoint à l'entraîneur national : Monthe Pauline

Art. 2 : Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3 : La présente décision, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée et publiée en français et anglais.

L'ambassadeur des Etats-unis au MINCOM



Le Pr Konchou Kouomegni s'entretenant avec son hôte

Le ministre d'Etat, chargé de la Communication, le Pr Augustin Konchou Kouomegni, a reçu hier après-midi l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, S.E. Charles Twinning. Le diplomate américain était accompagné du directeur du Centre Culturel Américain par ailleurs attaché de presse et atta-

ché culturel à l'ambassade américaine. M. Twinning a souligné que le Directeur du centre culturel aura à travailler conjointement avec le ministère de la Communication. Précédemment en service au Nigéria, ce dernier est heureux de séjourner au Cameroun où le climat est doux, a précisé l'ambassadeur